



Assemblée générale

Distr. générale
4 mars 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session

Point 124 de l'ordre du jour

Multilinguisme

Multilinguisme

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [76/268](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-dix-huitième session un rapport complet sur l'application intégrale de ses résolutions relatives au multilinguisme.

Le Secrétaire général y réaffirme sa vision en faveur d'une Organisation des Nations Unies multilingue et axée sur les clients et annonce la parution du Cadre stratégique des Nations Unies sur le multilinguisme.

Le Secrétaire général y présente également les difficultés auxquelles se heurtent les entités du Secrétariat dans l'exécution des mandats liés au multilinguisme. Il fait le point sur les progrès accomplis depuis la soumission de son précédent rapport ([A/75/798](#)) en vue de l'adoption, à l'ONU, d'une approche cohérente du multilinguisme, valeur fondamentale de l'Organisation, et de l'intégration du multilinguisme dans les activités de toutes les entités du Secrétariat, comme moyen d'améliorer l'efficacité, les résultats et la transparence de l'Organisation.



I. Introduction

1. Sauf indication contraire, le présent rapport récapitule les activités menées de janvier 2021 à décembre 2022. Lorsqu'il y a lieu, des précisions sont données pour 2023. On trouvera dans le document complémentaire au présent rapport une version actualisée de l'état des lieux du multilinguisme sur les sites Web de l'ONU et sur ses comptes de médias sociaux qui figure dans le rapport précédent (A/75/798)¹.

II. Coordination du multilinguisme

A. Coordonnateur pour le multilinguisme

2. Dans sa résolution 54/64, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de désigner parmi les hauts fonctionnaires du Secrétariat un coordonnateur des questions de multilinguisme pour l'ensemble du Secrétariat. En 2019, le Secrétaire général a nommé Coordonnateur pour le multilinguisme le Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. Le mandat du Coordonnateur (A/71/757, annexe II), que l'Assemblée générale a approuvé dans sa résolution 71/328, reste inchangé.

B. Coordination au sein du Secrétariat

1. Réseau de personnes référentes pour le multilinguisme

3. Le Coordonnateur pour le multilinguisme et son équipe apportent leur aide et leur collaboration au réseau de personnes référentes pour le multilinguisme, qui assure la liaison entre le Coordonnateur et les entités dont relèvent les personnes référentes et joue un rôle essentiel dans la diffusion des informations et des bonnes pratiques.

4. Le réseau a continué de s'étendre, conformément aux dispositions encadrant la délégation de pouvoirs : il est passé de 103 personnes référentes représentant 72 entités en décembre 2020 à 124 personnes référentes représentant 81 entités en décembre 2023. Un nombre record d'entités (72)² ont contribué au présent rapport.

¹ Accessible à l'adresse suivante : https://www.un.org/dgacm/sites/www.un.org.dgacm/files/supplementary_information_to_sgs_report.pdf.

² Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, Bureau de la coordination des activités de développement, Département des affaires économiques et sociales, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, Département de la communication globale, Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Département de l'appui opérationnel, Département des opérations de paix, Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, Département de la sûreté et de la sécurité, Commission économique pour l'Afrique (CEA), Commission économique pour l'Europe (CEE), Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), Cabinet du Secrétaire général, Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, Corps commun d'inspection, Bureau de l'administration de la justice, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau de lutte contre le terrorisme, Bureau des affaires de désarmement, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Bureau des services de contrôle interne (BSCI), Bureau des affaires juridiques, Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Bureau des affaires spatiales, Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le

5. En 2023, conformément à la résolution 76/268, le Coordonnateur a invité toutes les entités à fixer des objectifs pour les personnes référentes qu'elles avaient désignées. En collaboration avec le Bureau des ressources humaines, un objectif standard a été établi à partir de la liste des responsabilités qui incombent aux personnes référentes, l'idée étant qu'il figure éventuellement dans leur plan de travail³. Sur les 46 entités qui ont communiqué des informations à ce sujet, 31⁴ ont indiqué avoir assigné des objectifs à leurs personnes référentes.

Yémen, Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, Bureau de la Défenseuse des droits des victimes, Bureau de la déontologie, Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), CNUCED, Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan, Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH), Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP), Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Office des Nations Unies à Genève, Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, Office des Nations Unies à Nairobi, Bureau des Nations Unies pour les partenariats, Office des Nations Unies à Vienne, Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève, Bureau du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban, Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM), Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS), Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) et Mission de vérification des Nations Unies en Colombie.

³ Accessible à l'adresse suivante : https://www.un.org/dgacm/sites/www.un.org.dgacm/files/pdf/Multilingualism/multilingualism_sg_report_supplementary_info_75th_session.pdf.

⁴ Bureau de la coordination des activités de développement, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, Département de la communication globale, Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité (Bureau des ressources humaines), Département de l'appui opérationnel, Département des opérations de paix, Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, CEA, CESAP, CESA, Bureau de la déontologie, Bureau de l'administration de la justice, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, BSCI, Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Bureau de la Défenseuse des droits des victimes, Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, MANUI, FNUOD, ONU-Habitat, Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, BRENUAC, ONUDC, Office des Nations Unies à Genève, Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, Office des Nations Unies à Nairobi, Office des Nations Unies à Vienne, UNOWAS, Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève.

2. Sensibilisation au multilinguisme

6. Au cours de son deuxième mandat, le Secrétaire général a continué de faire du multilinguisme une priorité. Il a continué de prononcer des déclarations, d'enregistrer des messages vidéo, notamment à l'occasion des journées des langues, de conduire des réunions bilatérales et d'accepter d'être interviewé dans diverses langues (anglais, espagnol, français et portugais). Le multilinguisme a été pris en considération dans les activités liées à Notre Programme commun, la vision du Secrétaire général pour transformer l'ONU en une ONU 2.0 ; toutes les notes d'orientation connexes ont été publiées simultanément dans les six langues officielles. En 2022, un des Prix du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a honoré les meilleures pratiques et les approches innovantes en faveur d'un environnement de travail multilingue.

7. Compte tenu du rôle que jouent les hauts responsables en donnant le ton en matière de multilinguisme à l'ONU, des informations sur les compétences linguistiques des hauts fonctionnaires ont continué de figurer dans les avis de nomination les concernant.

8. Pour sensibiliser les hauts dirigeants du Secrétariat, le Coordonnateur a tenu des séances d'information périodiques à leur intention, en collaboration avec la Sous-Secrétaire générale aux ressources humaines, notamment sur la place que doit avoir le multilinguisme dans la sélection du personnel.

9. Les responsables de plusieurs entités ont mis à profit leurs compétences linguistiques, notamment lors de leurs contacts avec les autorités nationales ou les médias, et encouragé leurs équipes à tirer parti, le cas échéant, des cours de langue proposés, en vue de favoriser le multilinguisme.

10. Les festivités liées aux langues ont continué d'être l'occasion de célébrer le multilinguisme dans tous les centres de conférence et dans tous les lieux d'affectation hors Siège, d'encourager l'apprentissage des langues et de mettre en lumière la richesse et la diversité linguistiques de l'Organisation. Tout au long de la période considérée, ces célébrations ont été organisées sous forme virtuelle, en présentiel ou selon des modalités hybrides, avec la participation de hauts fonctionnaires et de membres du personnel, souvent en collaboration avec le corps diplomatique et d'autres partenaires. Le Coordonnateur et le Département de la communication globale ont fait systématiquement la promotion des activités organisées dans le cadre des journées des langues, sur différentes plateformes, tant en interne qu'en externe.

11. Plusieurs entités ont aussi mené des activités de sensibilisation. En 2023, avec le soutien du Coordonnateur, la Bibliothèque Dag Hammarskjöld a fait paraître *Le multilinguisme à l'Organisation des Nations Unies*⁵, une publication qui montre la façon dont le multilinguisme, l'un des principes fondateurs de l'Organisation, en est devenu au fil du temps l'une des valeurs fondamentales. L'Office des Nations Unies à Genève a mis sur pied le Groupe d'action pour le multilinguisme, qui a élaboré une boîte à outils offrant des ressources utiles pour que le personnel puisse promouvoir le multilinguisme dans son travail. L'Office des Nations Unies à Vienne a organisé le seizième Concours de traduction Saint-Jérôme. Ce concours, qui se tient tous les ans pour célébrer la diversité linguistique et les talents de traduction, est ouvert à tout le personnel des Nations Unies, au personnel des missions permanentes et aux étudiants des universités partenaires du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. Les membres du personnel du Département ont été invités à indiquer, dans leurs courriels (dans l'emplacement réservé à la signature), les langues qu'ils maîtrisent, l'objectif étant de promouvoir l'utilisation d'une diversité de langues.

⁵ Accessible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/en/library/whyitmatters>.

En 2021, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a lancé l'ESCWA Digital Arabic Content Award afin de promouvoir le contenu numérique arabe relatif au développement durable dans la région arabe.

3. Élaboration du Cadre stratégique des Nations Unies sur le multilinguisme

12. Élaboré sous la supervision du Coordonnateur, et conformément aux dispositions applicables de la résolution la plus récente de l'Assemblée générale sur le multilinguisme⁶ et à la recommandation du Corps commun d'inspection⁷, le Cadre stratégique des Nations Unies sur le multilinguisme a été finalisé en 2023 et publié dans les six langues officielles en mars 2024⁸.

13. Le Cadre est le fruit des travaux d'un groupe de travail créé à cet effet par le Comité de gestion en 2022. Composé de 63 représentants de 49 entités du Secrétariat⁹, le groupe de travail s'est réuni entre avril et novembre 2022. Les idées et les contributions ont été recueillies en 2022 au moyen d'une analyse des documents et des publications pertinents¹⁰, de consultations avec les entités et d'une enquête menée auprès du personnel¹¹. En 2023, des consultations approfondies ont été organisées avec les principales entités du Secrétariat, l'idée étant de veiller à ce que le Cadre soit bien aligné sur les objectifs, les valeurs, les cadres administratifs et les réalités actuelles de l'Organisation.

14. Le Cadre, premier du genre au Secrétariat et à l'échelle du système, présente des objectifs généraux, ainsi que des recommandations sur les prochaines étapes à suivre, et réaffirme l'attachement de l'Organisation au multilinguisme en encourageant l'intégration des considérations linguistiques dans tous les aspects des activités du Secrétariat. Il devrait contribuer à renforcer l'intégration systématique du

⁶ Résolution 76/268.

⁷ Voir A/75/960.

⁸ Accessible à l'adresse suivante : https://www.un.org/dgacm/sites/www.un.org.dgacm/files/french_un_strategic_framework_on_multilingualism_web.pdf.

⁹ Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, Bureau de la coordination des activités de développement, Département des affaires économiques et sociales, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, Département de la communication globale, Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Département de l'appui opérationnel, Départements des opérations de paix et des affaires politiques et de la consolidation de la paix, Département de la sûreté et de la sécurité, CEA, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Cabinet du Secrétaire général, CESAP, CESAO, Bureau de la déontologie, MINURSO, MINUSMA, Bureau de l'administration de la justice, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau de lutte contre le terrorisme, HCDH, Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, BSCI, Bureau des affaires spatiales, Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, MANUA, MANUI, CNUCED, FNUOD, PNUE, UNFICYP, FINUL, FISNUA, ONUDC, Office des Nations Unies à Genève, Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, Office des Nations Unies à Nairobi, Office des Nations Unies à Vienne, UNOWAS, Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève, Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban, MANUSOM/BANUS et ONUST.

¹⁰ En 2022, une contribution extrabudgétaire provenant de l'Organisation internationale de la Francophonie a permis de recruter un consultant à cette fin.

¹¹ L'enquête a été menée par le Coordonnateur, avec le soutien du Bureau des ressources humaines, du Département de l'appui opérationnel et de l'Office des Nations Unies à Genève. Au total, 3 476 membres du personnel du Secrétariat, soit 9,5 % des effectifs, ont participé à l'enquête.

multilinguisme, tant en interne qu'en externe, d'une manière responsable et fondée sur des données, qui tiendra compte des besoins opérationnels, des contraintes budgétaires et des ressources nécessaires.

C. Activités de collaboration avec les États Membres et d'autres parties prenantes

15. La collaboration avec les États Membres et d'autres parties prenantes, notamment les organisations internationales et le monde universitaire, s'est poursuivie au cours de la période considérée. À plusieurs reprises, le Secrétaire général et le Coordonnateur ont rencontré séparément les États Membres intéressés, les groupes d'États Membres et les organisations internationales concernées afin d'aborder expressément les questions liées au multilinguisme. Le Coordonnateur et son équipe ont également coordonné, le cas échéant, la participation des départements compétents du Secrétariat à ces réunions.

16. Présidée par le Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, la Réunion annuelle internationale concernant les services linguistiques, la documentation et les publications rassemble les responsables des services de conférence de plus de 80 organisations intergouvernementales, qui y partagent leurs connaissances et discutent de stratégies visant à faciliter les échanges multilingues des États membres et des parties prenantes. Dans les conclusions stratégiques qu'elle a présentées en 2021, 2022 et 2023, la Réunion a fait des recommandations pratiques visant à préserver le multilinguisme dans les activités des services de conférence et demandé que les services de réunion et de documentation multilingues soient dotés des ressources nécessaires.

17. Le Coordonnateur a également continué de mettre à profit les partenariats avec la société civile et le monde universitaire, afin de renforcer le multilinguisme à l'ONU. En 2021, la CESAO a accueilli la septième conférence du réseau d'universités ayant signé un mémorandum d'accord avec l'Organisation sur la coopération dans la préparation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique.

III. Intégration du multilinguisme au Secrétariat : état d'avancement et principales conclusions

A. Information et communication

1. Mesures transversales

18. Le multilinguisme est resté un principe directeur central et une priorité opérationnelle majeure. Plusieurs entités du Secrétariat ont toutefois fait état de difficultés dues à l'insuffisance des ressources, à la situation de trésorerie, à l'élargissement des mandats et au manque de personnel.

19. Dans la mesure du possible, les entités du Secrétariat ont mené leurs activités d'information et de communication en fonction des besoins linguistiques de leurs clients. De nombreuses entités du Secrétariat ont continué de fournir des supports de communication dans des langues autres que les six langues officielles de l'ONU.

20. Plusieurs entités ont organisé leurs activités d'information et de communication en se fondant sur diverses données métriques ventilées par langue, mais un grand nombre d'entre elles, en particulier les entités plus petites, ont continué de faire état de difficultés liées à la compilation de ces données. Des mesures supplémentaires

seront prises à cet égard, conformément à la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données et aux cinq axes de changement qu'il a énoncés.

21. Pour atteindre leurs objectifs en matière de multilinguisme, les entités ont généralement tiré parti des compétences linguistiques de leur personnel, des partenariats et des financements extrabudgétaires. Certaines entités se sont employées à intégrer le multilinguisme dès la phase de planification de leur travail, afin de faire en sorte que les ressources budgétaires soient allouées de manière équitable entre les langues.

22. Plusieurs entités ont déclaré utiliser des outils de traduction automatique pour offrir un contenu multilingue en ligne. Compte tenu des risques de mauvaise communication et d'atteinte à la réputation qu'entraînent les erreurs inhérentes à la traduction automatique non éditée, malgré l'amélioration des technologies connexes, il faudra une supervision humaine adéquate et un contrôle de la qualité approprié pour véritablement tirer parti des avantages que ces technologies pourraient offrir.

2. Sites Web et médias sociaux

23. Les entités du Secrétariat ont élargi leur présence multilingue en ligne, comme en témoigne l'état des lieux complet actualisé disponible dans le document complémentaire.

24. Promulguée en 2022, l'instruction administrative portant la cote [ST/AI/2022/2](#) dispose que les sites Web de l'Organisation des Nations Unies doivent refléter les valeurs fondamentales de l'Organisation, notamment le multilinguisme. Conformément à cette instruction, les entités autrices doivent prévoir des ressources budgétaires adéquates pour les activités de publication en ligne dans leurs programmes de travail et leurs projets de budget-programme, notamment pour la traduction et l'actualisation du contenu dans les six langues officielles de l'ONU. Les entités qui font une demande de création de sites Web sur le domaine [un.org](#) doivent s'engager à respecter les normes de multilinguisme avant de se voir accorder l'accès au domaine et demander une dérogation¹² au Département de la communication globale si leurs sites Web ne sont pas créés et tenus à jour dans les six langues officielles. Il n'incombe toutefois pas au Département de veiller au respect systématique de ces dispositions.

25. L'application des normes minimales pour le multilinguisme des sites Web de l'ONU¹³ reste inégale dans les différentes entités du Secrétariat, sans compter que les entités ne comprennent pas toutes de la même façon comment ces normes doivent être appliquées : les sites Web sont tenus à jour dans une à six langues (parfois plus) selon qu'on considère qu'ils répondent aux besoins d'un public mondial ou local. Certaines entités¹⁴ ont également indiqué qu'elles géraient des sites Web dans des langues non officielles. Un petit nombre d'entre elles ont déclaré que le champ d'application des normes ne correspondait pas à leur réalité.

26. Le respect du principe d'égalité des langues officielles est très élevé sur les sites Web qui relèvent du Département de la communication globale (260 sites Web sur le domaine [un.org](#), ONU Info et plusieurs sites Web de niche) : 94 % sont disponibles

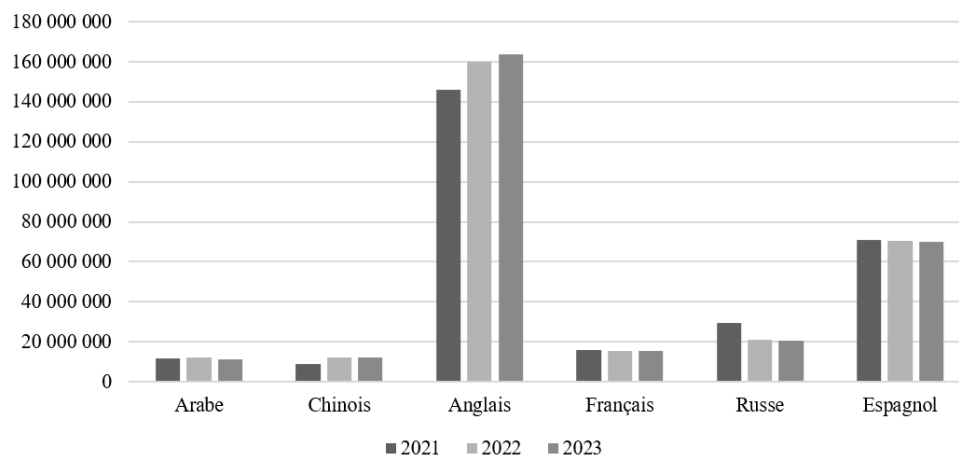
¹² Dix-huit dérogations temporaires ont été accordées entre 2021 et 2023.

¹³ Les normes peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://www.un.org/fr/multilingualism-web-standards>.

¹⁴ CESAP, CEE, CEPALC, Bureau de la coordination des activités de développement, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, Département de la communication globale, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, HCDH, MANUI, Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, PNUE, MINUK, MANUSOM, ONUDC et Office des Nations Unies à Vienne.

dans les six langues officielles et proposent un contenu identique dans chaque langue. La figure I montre le nombre de pages vues par langue entre 2021 et 2023.

Figure I
Portée du domaine un.org mesurée par le nombre de pages vues (2021-2023)



Source : Département de la communication globale.

27. Certaines entités ont pris des mesures ciblées pour que leur contenu en ligne soit disponible en plusieurs langues. Le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a alloué des ressources extrabudgétaires dès la phase de planification du site Web de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés pour que celui-ci soit disponible dans les six langues officielles. En 2023, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a nommé une coordonnatrice pour son site Web multilingue et alloué des ressources à la traduction des pages principales dans les six langues officielles.

28. Pour d'autres entités, en particulier les entités plus petites, l'absence de ressources budgétaires ou humaines dédiées à la traduction et au téléchargement de contenu Web a posé de grandes difficultés pour ce qui est de tenir à jour simultanément plusieurs versions linguistiques. Si le contenu de base était généralement disponible en plusieurs langues, les actualités ou tout autre contenu ayant une courte durée de vie étaient souvent publiés principalement en anglais.

29. Face à ces difficultés, les entités ont adopté plusieurs stratégies. Si le Département de la communication globale s'est associé à des universités, notamment dans le cadre de l'initiative Impact universitaire, pour traduire certains contenus Web, il a toutefois constaté que cette solution n'était pas viable et a souligné qu'il fallait privilégier le recrutement de personnes multilingues, dont éventuellement des indépendants, et les investissements dans les technologies de pointe afin d'améliorer la création et la diffusion de contenu. Le Bureau de la coordination des activités de développement s'est employé à compenser la perte d'appui linguistique professionnel engendrée par les coupes budgétaires de 2022 en faisant appel à des Volontaires des Nations Unies pour effectuer certains travaux de traduction, mais il s'est avéré difficile de produire le volume de contenu multilingue requis dans les délais impartis. Plusieurs entités ont déclaré qu'elles prévoyaient de mettre à niveau leurs sites Web pour prendre en charge ou augmenter le contenu multilingue lorsqu'elles disposeraient des ressources nécessaires, et souligné à quel point il importait que la structure des sites permette à ceux-ci d'être en plusieurs langues. Quelques entités

ont intégré un outil de traduction automatique à leur site Web, comme le portail de gestion des connaissances Mise en commun de ressources électroniques et de lois contre la criminalité (SHERLOC), tenu par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), mais, en l'absence de contrôle de la qualité, une clause de non-responsabilité est affichée en haut de chaque page.

30. Comme le prévoit la circulaire du Secrétaire général portant la cote [ST/SGB/2019/5](#), le Département de la communication globale tient une base de données de tous les comptes administrés par les entités du Secrétariat, comportant des informations sur la ou les langues utilisées. Les médias sociaux sont de plus en plus utilisés pour communiquer avec des publics plus larges, et ce, dans toutes les langues.

31. Les principaux comptes de l'ONU sur les médias sociaux ont diffusé du contenu original dans les six langues officielles, ainsi qu'en hindi, en kiswahili et en portugais. Le nombre d'abonnés sur l'ensemble des plateformes et dans toutes les langues a augmenté régulièrement : il est passé de 56 millions en janvier 2021 à 70 millions en décembre 2023. Face à la multitude de crises mondiales, ces comptes ont été des sources d'information vitales.

32. Plusieurs autres entités, y compris certaines entités hors Siège, ont déclaré qu'elles organisaient leurs campagnes d'information et de communication en tenant compte du multilinguisme et des langues parlées par leur public cible et en adaptant leur approche de façon à répondre à la demande de création de contenu agile, par exemple en gérant des comptes distincts par langue, comme le fait le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, en alternant entre les langues de travail, comme à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, en utilisant des langues locales, comme dans le cas des équipes de pays des Nations Unies, ou en publiant occasionnellement un contenu multilingue en plus du contenu en anglais. Certaines entités ont mis à profit les compétences linguistiques de leur personnel, tandis que d'autres, comme l'ONUDC, ont fait appel à leurs bureaux régionaux pour proposer un contenu multilingue.

33. Afin d'avoir une incidence encore plus forte et de tirer le meilleur parti de ressources limitées, l'équipe des médias sociaux (Département de la communication globale) continue de servir de plaque tournante pour l'ensemble des entités et des langues, permettant aux entités sur le terrain de mieux interagir avec leur lectorat, notamment dans la ou les langues du pays hôte, en particulier lorsqu'il s'agit de langues officielles de l'ONU.

3. Services audiovisuels et multimédias

34. Les services audiovisuels et multimédias sont demeurés essentiels pour faciliter la sensibilisation de publics divers sur le plan linguistique, et ce, dans le monde entier.

35. En 2022, l'équipe d'ONU Info a reçu le Prix du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie « Multilinguisme ». Nonobstant les problèmes liés à la pandémie et le manque de ressources, ONU Info a continué de produire quotidiennement un contenu original en neuf langues¹⁵ et de rendre compte en temps réel des activités des organes principaux de l'Organisation. Si une présence en ligne a également été assurée en ourdou, des ressources extrabudgétaires supplémentaires sont toutefois nécessaires pour atteindre le même volume et le même niveau de production de contenu que dans les neuf autres langues. Lancée en 2023, la dernière version de l'application d'ONU Info offre, sous une nouvelle apparence, des fonctionnalités améliorées, comme la traduction automatique et la synthèse vocale, fusionnant de manière harmonieuse divers contenus linguistiques (récits de terrain,

¹⁵ Les six langues officielles, ainsi que l'hindi, le kiswahili et le portugais.

reportages sur des réunions de l'ONU, contenu audio et vidéo, archives, etc.). En 2022, ONU Info et le service Télévision et vidéo des Nations Unies ont couvert le lancement de la Décennie internationale des langues autochtones. Les équipes d'ONU Info ont renforcé leur coopération avec le Bureau de la coordination des activités de développement et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents des Nations Unies pour produire des reportages multimédias en plusieurs langues, présentant des initiatives novatrices aux niveaux national et régional. ONU Info a également contribué à promouvoir la diversité linguistique en diffusant des articles, des podcasts et des vidéos sur les célébrations liées aux langues. En outre, des partenariats ont été établis avec des entités médiatiques afin d'enrichir le contenu proposé dans les différentes langues : par exemple, en 2021 et 2022, 30 accords ont été conclus avec des médias de langue kiswahilie et, entre janvier 2023 et la mi-février 2024, plus de 50 accords ont été signés avec des plateformes d'information multimédias.

36. En 2021, le Département de la communication globale avait lancé la version anglaise du nouveau site de la télévision en ligne des Nations Unies ; depuis le début de 2023, le site existe dans les cinq autres langues officielles. Depuis, la diffusion en continu et en direct de réunions et manifestations de l'ONU, qui se déroulent en présentiel ou selon des modalités virtuelles ou hybrides dans divers endroits, notamment à New York, Genève, Rome et La Haye, est assurée en plusieurs langues. En outre, des archives des séances diffusées sur le Web, comportant des métadonnées consultables dans les six langues officielles, sont disponibles pour les séances publiques numérotées de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social tenues à partir de janvier 2022, lorsque le Département a reçu des fonds lui permettant de financer le recrutement d'un(e) agent(e) des services généraux par langue et d'un(e) coordonnateur(trice) (P-3). À Genève, le nombre de réunions diffusées sur le Web a continué d'augmenter. Des services de diffusion sur le Web ont été fournis dans les langues officielles pour les réunions du Conseil des droits de l'homme et des organes créés en vertu d'un instrument international relatif aux droits de l'homme. Des métadonnées relatives aux réunions des organes conventionnels ont été générées quotidiennement en anglais, en arabe, en espagnol et en français. À Vienne, les réunions prescrites seront désormais accessibles par la télévision en ligne des Nations Unies, dont la mise à l'essai en 2023 a été un succès, tandis que les réunions extrabudgétaires seront diffusées sur la base du principe de recouvrement des coûts.

37. Plusieurs entités ont produit des vidéos à l'appui de l'exécution de leur mandat ou à des fins de formation. En 2021-2022, la CESAIO a produit 369 vidéos en arabe et 126 en anglais, et l'Office des Nations Unies à Genève a créé des vidéos multilingues en coopération avec divers médias. Les vidéos produites dans les langues locales par les missions sur le terrain, comme le Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban, ont permis de renforcer la concertation avec les parties prenantes nationales.

38. Des émissions radiophoniques ont continué d'être diffusées dans une grande diversité de langues officielles et locales dans les principaux lieux d'affectation et sur le terrain, l'objectif étant d'atteindre les zones les plus isolées et de surmonter les obstacles ayant trait à la connectivité et à l'analphabétisme. En 2021-2022, ONU Info a produit 8 484 programmes audio de longueurs et de formats variés en neuf langues, qui ont été écoutés 1,12 million de fois et téléchargés 195 315 fois. La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud a indiqué que sa station de radio, Miraya, principalement anglophone, avait parfois diffusé des émissions en arabe et, plus rarement, en azande, en bari, en dinka, en nuer et en shilluk. À la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, Radio Okapi a diffusé des émissions en français ainsi qu'en kiswahili, en

kituba, en lingala et en luba. Dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali¹⁶, Mikado FM a diffusé des émissions soit en français, soit en arabe, en bambara, en dogon, en peul, en songhaï et en tamacheq.

4. Services de bibliothèque et publications

39. Les publications et les services de bibliothèque des différents centres de conférence ont contribué à l'intégration du multilinguisme à l'ONU.

40. À New York, la Bibliothèque Dag Hammarskjöld tient à jour 113 guides de recherche dans les six langues officielles. Elle a encore progressé dans la numérisation de documents historiques, dans toutes les langues. En collaboration avec la CESAO et le Département des affaires économiques et sociales, la Bibliothèque a coordonné le recensement des termes arabes présents dans l'ontologie des objectifs de développement durable en vue d'en augmenter le nombre. La Bibliothèque numérique des Nations Unies a comptabilisé plus de 25 millions de téléchargements uniques de contenu numérique, les téléchargements étant en forte hausse dans toutes les langues officielles. Dans le cadre du Club de lecture des objectifs de développement durable, destiné aux enfants de 6 à 12 ans, des listes de lecture ont été établies dans les six langues officielles, ainsi qu'en allemand, en bahasa indonesia, en kiswahili, en néerlandais, en norvégien et en portugais.

41. Les collections imprimées et électroniques de la Bibliothèque de l'Office des Nations Unies à Genève donnent accès à des ressources en 136 langues. La description des documents d'archives est disponible en anglais et en français. La Bibliothèque a publié une version française de son guide de recherche en ligne sur le multilinguisme à l'ONU. Des considérations relatives au multilinguisme ont été intégrées à la politique d'acquisition et à la collecte de statistiques, tandis que les compétences linguistiques ont été un facteur important pour la sélection du personnel et des stagiaires. En 2021-2022, la Bibliothèque a organisé 79 manifestations en anglais et 65 manifestations dans 27 autres langues¹⁷.

42. La Bibliothèque de l'Office des Nations Unies à Vienne s'est employée à constituer une collection multilingue dans toutes les langues officielles ; en raison de contraintes budgétaires, cette collection est caractérisée par une prédominance de l'anglais, suivi du français. Le multilinguisme a également été pris en compte dans la sélection des ressources électroniques et des bases de données sur abonnement, ainsi que dans l'organisation de formations.

43. Par ailleurs, de nombreuses entités ont indiqué qu'elles cherchaient à élargir la portée de leurs publications et des rapports autres que ceux destinés aux organes délibérants, notamment en les faisant paraître dans des langues non officielles, afin de mieux répondre aux besoins de leur public ; pour ce faire, elles ont recours à divers moyens, tels que des partenariats, des contributions extrabudgétaires ou le recrutement de stagiaires ou de bénévoles. Dans plusieurs cas, la version anglaise a été publiée en premier et d'autres versions linguistiques sont devenues disponibles une fois qu'un financement suffisant a été assuré. Les centres d'information des

¹⁶ Dans sa résolution 2690 (2023), le Conseil de sécurité a mis fin au mandat de la MINUSMA en 2023.

¹⁷ Arabe, arménien, bengali, chinois, coréen, croate, espagnol, estonien, français, grec, hébreu, islandais, kiswahili, letton, malais, maltais, néerlandais, norvégien, portugais, romani, russe, serbe, slovaque, suédois, thaï, turc et vietnamien.

Nations Unies ont produit collectivement 125 publications dans 22 langues¹⁸ en 2021-2022.

5. Centres d'information des Nations Unies et centres des visiteurs de l'ONU

44. Présents dans le monde entier, les 59 centres d'information des Nations Unies, ont continué de jouer un rôle déterminant en diffusant les messages de l'Organisation dans les six langues officielles et dans diverses langues locales. Ils coordonnent les activités de communication au niveau national et aident les coordonnatrices et coordonnateurs résidents, notamment en facilitant les demandes d'interviews et en rédigeant des discours multilingues. Ils tiennent à jour des sites Web dans 35 langues¹⁹ et des comptes sur les médias sociaux dans 31 langues²⁰. Le contenu a été traduit dans au moins 52 langues. Les centres diffusent également des messages dans des langues locales sur des plateformes numériques populaires afin de mobiliser le soutien à l'action menée par l'Organisation au niveau local. Par exemple, le site Web du Centre d'information de Varsovie a enregistré plus de 200 000 nouveaux utilisateurs, pour un total de plus de 430 000 vues en 2021-2022, tandis que le Centre d'information de Dakar a produit des supports multimédias en peul et en wolof pour toucher la population non francophone. Dans le cadre du programme d'action éducative sur la traite transatlantique des esclaves et l'esclavage, le Département de la communication globale a appuyé les activités de communication organisées par les centres pour promouvoir la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves en fournissant des supports multilingues en anglais, en arabe, en espagnol, en français, en kiswahili, en portugais et en russe.

45. En 2021-2022, les centres d'information des Nations Unies ont organisé 23 manifestations dans 30 langues pour célébrer les langues officielles de l'Organisation. Parmi les activités proposées figuraient la traduction et la diffusion du message prononcé par le Secrétaire général à cette occasion ainsi que la tenue de séances d'information en ligne et en présentiel pour des étudiants et l'organisation de visites guidées dans la langue à l'honneur. Dans le cadre de la Décennie internationale des langues autochtones, plusieurs centres se sont employés à promouvoir des langues menacées. Le Centre d'information d'Asunción a assuré la promotion de manifestations liées au lancement officiel de la Décennie au Paraguay. Le Centre d'information de Bogotá a produit et diffusé des messages radiophoniques et publié des vidéos sur la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) dans 14 langues autochtones.

46. Les centres des visiteurs ont préparé des présentations, des visites en ligne, des photomontages et des films multilingues pour faire connaître les activités et les priorités de l'Organisation. Entre 2021 et 2023²¹, 418 010 personnes ont pris part à

¹⁸ Allemand, anglais, arabe, arménien, azerbaïdjanais, bamba, espagnol, français, fulfulde, japonais, kaonde, kiswahili, lozi, lunda, luvala, nyanja/chinyanja, persan, portugais, russe, singhalais, tamoul et tonga.

¹⁹ Allemand, arménien, azerbaïdjanais, bahasa indonesia, bengali, biélorusse, birman, danois, finnois, géorgien, grec, hongrois, islandais, italien, japonais, kazakh, néerlandais, norvégien, ourdou, ouzbek, persan, polonais, portugais, slovaque, slovène, suédois, tchèque, turc et ukrainien, en plus des six langues officielles.

²⁰ Allemand, anglais, arabe, arménien, azerbaïdjanais, danois, espagnol, finnois, français, géorgien, grec, hindi, indonésien, islandais, italien, japonais, kazakh, kiswahili, néerlandais, norvégien, ourdou, persan, polonais, portugais, russe, singhalais, suédois, tamoul, tchèque, turc et ukrainien.

²¹ Les visites en présentiel ont été suspendues pendant la majeure partie de 2021 et au début de 2022 en raison de la pandémie de COVID-19. À Genève, le Plan stratégique patrimonial a entraîné une baisse du nombre de visiteurs autorisés.

des visites guidées en présentiel proposées dans 21 langues²² dans les quatre centres de conférence, tandis que 19 581 visiteurs ont été reçus en ligne à New York et à Nairobi. À Vienne, 58 % des visiteurs ont participé à des visites données en allemand.

6. Communication avec les États Membres et communications internes

47. Lorsqu'elles répondent aux communications écrites des États Membres, de nombreuses entités utilisent la langue de la correspondance reçue, pour autant qu'il s'agisse d'une langue officielle de l'ONU. Dans leur correspondance sortante, les entités du Secrétariat utilisent en général la langue de correspondance figurant dans le Livre bleu. Au niveau local ou régional, certaines entités utilisent, dans la mesure du possible et selon le contexte, la langue de leurs destinataires. Pour fluidifier les échanges et assurer une utilisation plus efficace des ressources limitées de l'Organisation, le personnel de toutes les entités est encouragé à travailler directement dans la langue cible, en particulier lorsqu'il s'agit d'une langue de travail de son entité.

48. Le multilinguisme continue d'être intégré aux communications internes de l'Organisation. Chargée de la diffusion des messages à l'intention du personnel, l'équipe iSeek du Département de la communication globale encourage les entités autrices à soumettre leurs projets de texte dans les deux langues de travail du Secrétariat.

49. Bien que des disparités aient été observées sur les sites intranet des entités du Secrétariat, tous les articles destinés à un public mondial publiés sur iSeek (environ 1 300 articles par an) sont disponibles en anglais et en français. Toutefois, il ressort des données fournies par le Département de la communication globale que moins de 1 % des vues mensuelles concernent du contenu en français.

50. Si la plupart des entités ont déclaré n'utiliser que l'anglais lors des réunions entre le personnel et l'administration, plusieurs²³ ont proposé néanmoins des services d'interprétation ou ont alterné entre l'anglais et le français ou d'autres langues lors de leurs réunions-débats.

B. Gestion

1. Mesures transversales

51. Depuis 2018, en application de la résolution [71/328](#) de l'Assemblée générale, un indicateur générique de performance portant sur le multilinguisme ou sur les considérations linguistiques figure dans le contrat de mission des hauts fonctionnaires, notamment les représentants spéciaux du Secrétaire général dans les missions sur le terrain (à la rubrique relative à l'engagement envers la diversité jusqu'en 2021 et à celle relative à la gestion des ressources depuis 2022). L'indicateur fait l'objet d'une autoévaluation par les hauts fonctionnaires à la fin de la période concernée. Des objectifs supplémentaires en faveur du multilinguisme ont été ajoutés au contrat de mission des hauts fonctionnaires de huit entités²⁴.

²² Allemand, anglais, arabe, chinois, coréen, espagnol, français, grec, hébreu, hindi, hongrois, italien, japonais, néerlandais, ourdou, portugais, russe, slovaque, suédois, tagalog, tchèque et ukrainien. Les langues sont proposées en fonction de la demande et de la disponibilité des guides.

²³ CEA, Cabinet du Secrétaire général, MINUSCA, MINUSMA, MINURSO, MONUSCO, CNUCED, BRENUAC, Office des Nations Unies à Genève, UNOWAS et Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale.

²⁴ Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, Département de la communication globale (2021 et 2023), Département de l'appui opérationnel, Bureau des affaires juridiques (2023), Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés (2021) et Offices des Nations Unies à Genève, à Nairobi et à Vienne.

52. Sur les 63 entités qui ont communiqué des informations à ce sujet, 50 entités²⁵, notamment des entités hors Siège, ont déclaré que le multilinguisme avait été intégré dans leurs programmes de travail ou dans ceux de leurs divisions, selon qu'il convenait et en fonction des besoins ou des ressources disponibles.

53. Le Bureau des services de contrôle interne utilise des marqueurs pour suivre les activités de contrôle relatives aux priorités de l'Organisation, notamment le genre, le handicap et le multilinguisme, et en rendre compte.

54. Le Secrétariat veille, dans la mesure du possible, à ce que le personnel ait accès à des services d'appui multilingues complets. Par exemple, les services informels de règlement des différends proposés par le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies sont facilement accessibles à l'ensemble du personnel du Secrétariat dans les six langues officielles, ce qui favorise l'instauration d'un environnement de travail plus inclusif et plus solidaire.

55. Pour mesurer les progrès accomplis en matière de multilinguisme, il faut avoir accès à des données métriques ventilées par langue afin d'appuyer la prise de décision fondée sur des données, conformément à la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données et à la note d'orientation relative à l'ONU 2.0. Si plusieurs entités du Secrétariat ont développé des outils à cette fin, nombre d'entre elles ont fait état de difficultés à communiquer des données précises et complètes destinées au présent rapport. Actuellement, les entités ne disposent pas toutes de données métriques ventilées par langue. L'Organisation continuera de veiller en priorité à exploiter davantage le potentiel des données relatives au multilinguisme.

2. Gestion des conférences

56. Dans ses rapports sur le plan des conférences ([A/77/91](#) et [A/78/96](#)), le Secrétaire général fait le point sur les innovations apportées à la gestion des conférences dans les quatre centres de conférence.

57. Durant la période considérée, la publication simultanée des documents dans les langues officielles prescrites, l'un des piliers du multilinguisme, a continué d'être pleinement respectée (100 % depuis 2017).

²⁵ Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, Bureau de la coordination des activités de développement, Département des affaires économiques et sociales, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, Département de la communication globale, Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité (Bureau des ressources humaines), Département de l'appui opérationnel, Département des opérations de paix, Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, CEA, CEE, CESAP, CESAO, Bureau de la déontologie, Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, MINURSO, Bureau de l'administration de la justice, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau de lutte contre le terrorisme, Bureau des affaires de désarmement, HCDH, BSCI, Bureau des affaires juridiques, Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Bureau des affaires spatiales, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, Bureau de la Défenseuse des droits des victimes, CNUCED, Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, FNUOD, PNUE, UNFICYP, ONU-Habitat, FISNUA, MINUAAH, MINUSS, UNMOGIP, Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, BRENUAC, ONUDC, Office des Nations Unies à Genève, Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, Office des Nations Unies à Nairobi, Office des Nations Unies à Vienne, UNOWAS, Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et MANUL.

58. En 2021, les restrictions liées à la pandémie ont entraîné une nouvelle augmentation du nombre de réunions virtuelles ou hybrides par rapport à 2020. Bien que les réunions de ce type soient essentielles pour assurer la continuité des activités dans les situations d'urgence, elles posent des difficultés logistiques et techniques ainsi que des problèmes sur le plan tant de la procédure que des capacités. Qui plus est, les plateformes de participation à distance utilisées ne permettent pas de garantir l'égalité d'accès pour tous les États Membres. Malgré les mesures prises pour expliquer aux personnes qui participent à distance l'importance de disposer du matériel et de la connexion recommandés, notamment au moyen de supports visuels et vidéo produits dans les six langues officielles, la mauvaise qualité du son et les problèmes de connexion Internet ont persisté lorsque des plateformes de réunion à distance étaient utilisées, ce qui a rendu le travail des interprètes plus difficile. Les restrictions liées à la pandémie ayant été levées progressivement en 2022, le nombre de réunions virtuelles ou hybrides a diminué et les services de conférence ont graduellement repris leur cours « normal » ; des enseignements précieux ont été tirés quant aux outils et aux dispositions qu'il était nécessaire d'adopter pour préserver le multilinguisme dans les travaux intergouvernementaux dans l'éventualité où ce genre de situation se reproduirait.

59. Les outils linguistiques en ligne internes au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences sont essentiels à la diffusion d'un contenu multilingue de qualité au niveau mondial. eLUNa continue de jouer un rôle crucial en facilitant la traduction des documents officiels dans toutes les langues officielles. UNTERM, le portail terminologique multilingue officiel de l'ONU, est abondamment utilisé par l'ensemble du système des Nations Unies, ainsi que par le grand public, ce qui contribue à la qualité et à la cohérence de la documentation multilingue produite dans le système et en dehors. Outre les quatre centres de conférence et les commissions régionales, plusieurs organisations utilisent UNTERM²⁶ pour actualiser et partager leurs données terminologiques. Constamment mis à jour, le portail compte actuellement plus de 650 000 fiches dans les six langues officielles ainsi qu'en allemand et en portugais.

60. Le Département a en outre augmenté le nombre de produits multilingues mis à la disposition des États Membres. À la fin de 2023, le texte statique qui apparaît sur le portail e-deleGATE a été traduit dans les six langues officielles de l'Organisation, conformément à la résolution 75/325. La plateforme de gestion des réunions Indico.UN favorise le multilinguisme en proposant des interfaces d'administration multilingues et en permettant à ses utilisateurs de créer une description de manifestation par langue. La production de documents lisibles par machine et le développement de services de représentation graphique des données²⁷ se sont poursuivis, permettant la production automatisée, dans les six langues officielles, des recueils de résolutions et de décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, et donc leur publication plusieurs mois avant la date à laquelle ils paraissaient habituellement. Désormais, les décisions de l'Assemblée générale sont également converties dans un format lisible par machine et peuvent être visualisées dans des rapports interactifs multilingues avant d'être publiées. Depuis septembre 2022, le calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des

²⁶ Organisation de l'aviation civile internationale, Fonds international de développement agricole, Organisation maritime internationale, Union internationale des télécommunications, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la Santé et Organisation météorologique mondiale. Ces organisations utilisent également ou utiliseront bientôt eLUNa.

²⁷ Voir <https://www.un.org/dgacm/fr/content/visualizations-and-machine-readability>.

Nations Unies est disponible dans les six langues officielles sur un site Web dédié²⁸, accessible depuis le *Journal des Nations Unies*.

61. Des transcriptions automatiques consultables, en anglais, en espagnol et en français, de toutes les réunions publiques inscrites au calendrier et ayant bénéficié de services d'interprétation à l'Office des Nations Unies à Genève sont disponibles depuis 2022. Elles n'ont pas vocation à remplacer les comptes rendus analytiques de séance ou les procès-verbaux, qui sont les seuls comptes rendus officiels des réunions des Nations Unies, mais bien à aider les délégations, les secrétariats et le personnel à saisir la teneur des réunions et à établir ces comptes rendus et d'autres rapports. Ce service, optimisé par la technologie de reconnaissance automatique de la parole de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle dans le cadre d'un partenariat noué avec cette organisation, est entraîné à percevoir la richesse des accents, des variétés et des dialectes régionaux dans les six langues officielles, à partir d'une collection de fichiers audio et de textes de l'ONU sélectionnés à cette fin. Le pré-lancement des versions arabe, chinoise et russe a été annoncé en septembre 2023.

62. Il faut les meilleurs professionnels des langues pour assurer l'interprétation simultanée en six langues des délibérations complexes et souvent techniques des États Membres et produire des traductions de qualité de documents officiels portant sur des sujets très variés et parfois sensibles. Trouver de tels professionnels tient souvent de la gageure, en particulier pour certaines combinaisons linguistiques et compte tenu de l'augmentation de la demande de services linguistiques. Si les améliorations récentes des technologies linguistiques présentent des avantages potentiels qu'il convient d'examiner, elles devraient toutefois avoir une incidence négative sur le personnel des services linguistiques dont le Secrétariat a besoin pour s'acquitter de son mandat en matière de multilinguisme. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences continue de collaborer avec des universités et d'autres établissements de formation, ainsi qu'avec des associations et des entités professionnelles, comme le Groupe de contact avec les universités de la Réunion annuelle internationale concernant les services linguistiques, la documentation et les publications, afin de promouvoir le multilinguisme et les carrières linguistiques en général, et les carrières linguistiques à l'ONU en particulier, en vue de trouver les capacités de base et les capacités temporaires qu'il faut pour fournir des services linguistiques de qualité aujourd'hui et à l'avenir. Comme indiqué dans les conclusions stratégiques de la Réunion de 2023, les traductions automatiques de la documentation destinée aux organes délibérants et des communications utilisées lors des délibérations et des négociations intergouvernementales devront faire l'objet d'un contrôle humain. Dans ces mêmes conclusions, on peut lire que les organisations continueront, par conséquent, d'avoir besoin d'un flux constant de linguistes talentueux dotés des connaissances contextuelles et du discernement nécessaires pour garantir le niveau de précision demandé.

63. Comme observé dans le rapport précédent, les entités se heurtent généralement à plusieurs difficultés liées à la fourniture de services de traduction et d'interprétation, la principale étant la disponibilité des ressources. Les entités qui sont fortement tributaires de financements extrabudgétaires ont déclaré qu'il était particulièrement difficile d'obtenir des contributions volontaires destinées à la traduction, surtout dans les six langues officielles, et qu'il était donc nécessaire d'être sélectif et d'établir des priorités. D'autres entités ont souligné les limites des partenariats, des stages et des accords à titre gracieux pour ce qui est de répondre aux besoins en traduction et en interprétation. Plusieurs entités ont fait état du manque constant de ressources humaines ou budgétaires qui pouvaient être consacrées à la traduction des documents et supports non officiels, en particulier les contenus Web, en conséquence de quoi la

²⁸ Accessible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/calendar/fr>.

priorité était donnée aux langues considérées comme les plus pertinentes à des fins de communication.

3. Gestion des ressources humaines

Politiques

64. Dans tous les domaines, le personnel joue un rôle central dans l'intégration du multilinguisme à l'échelle de l'Organisation. L'adhésion des effectifs favorise le développement collectif d'une culture de l'Organisation faisant du multilinguisme une valeur fondamentale. Élément important de la diversité des effectifs, le multilinguisme permet à l'Organisation de s'acquitter de son mandat et de répondre aux besoins linguistiques des États Membres.

65. En 2022, la Commission de la fonction publique internationale a décidé de réexaminer la question de l'incitation à l'étude des langues à l'occasion du prochain examen de l'ensemble des prestations offertes par les organisations appliquant le régime commun²⁹ et d'étudier la question du multilinguisme à la faveur de l'examen de son cadre de gestion des ressources humaines.

66. Avec le soutien du Coordonnateur pour le multilinguisme, le Bureau des ressources humaines du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et la Division de l'administration des ressources humaines du Département de l'appui opérationnel ont continué d'intégrer le multilinguisme dans plusieurs projets stratégiques relatifs aux ressources humaines.

67. Le multilinguisme a été pris en compte dans le Référentiel de valeurs et de comportements de l'Organisation des Nations Unies, publié en 2021 dans les six langues officielles et partant dans le plan d'action stratégique visant à éradiquer le racisme et à promouvoir la dignité de toutes et tous au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et dans la Stratégie d'apprentissage du Secrétariat de l'ONU pour la période 2021-2025. Le multilinguisme sera également fondamental pour la mise en œuvre de la nouvelle politique de mobilité ([ST/AI/2023/3](#)).

68. Le Cadre des Nations Unies pour les langues a été officialisé dans la circulaire du Secrétaire général portant la cote [ST/SGB/2023/2](#). Il vise à rendre cohérente la manière dont les langues sont apprises, évaluées et certifiées au sein du Secrétariat. L'adoption du Cadre doit permettre une gestion plus efficace des compétences linguistiques du personnel dans tous les aspects de la gestion des aptitudes (par exemple, la gestion prévisionnelle des besoins en personnel, le recrutement, l'apprentissage et le déroulement des carrières) en fournissant un modèle commun d'apprentissage des langues pour le personnel, ainsi qu'en permettant l'adoption de critères d'évaluation communs, gages d'un processus d'évaluation et de certification plus fiable et valide, qui renforce l'égalité de traitement des langues et garantisse une meilleure reconnaissance des compétences linguistiques du personnel au sein du Secrétariat. Le Secrétariat continuera d'intégrer le Cadre dans tous les dispositifs de gestion des ressources humaines voulus.

69. Le Département de l'appui opérationnel a ajouté des fonctionnalités alignées sur le Cadre au projet pilote lancé par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité pour mettre au point un outil permettant d'obtenir des données sur les compétences linguistiques du personnel au niveau de l'entité.

²⁹ Les incitations à l'étude des langues pour les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur ont été supprimées au 1^{er} janvier 2017, en application de la résolution [70/244](#) de l'Assemblée générale. Les primes de connaissances linguistiques restent en vigueur pour les agents des services généraux et des catégories apparentées.

Cet outil sera mis à l'essai et perfectionné sur la base des commentaires reçus, puis finalisé pour être utilisé au niveau de l'entité.

70. Dans le même esprit, le Bureau des ressources humaines dirige un projet qui s'inscrit dans le cadre du programme de sélection du personnel 2.0 et qui vise à aligner les exigences linguistiques et les évaluations des compétences linguistiques sur le Cadre des Nations Unies pour les langues, en vue de contribuer à un dispositif de sélection du personnel plus efficace, plus équitable et plus rationnel. Le projet a pour objectif de veiller à ce que les exigences linguistiques soient fixées sur la base de la définition d'emploi et qu'elles soient alignées sur le Cadre, de vérifier les compétences linguistiques des candidats au regard des critères établis dans le Cadre et de permettre aux candidats d'indiquer avec précision leur niveau de compétences linguistiques à l'aide du Cadre.

Recrutements et affectations

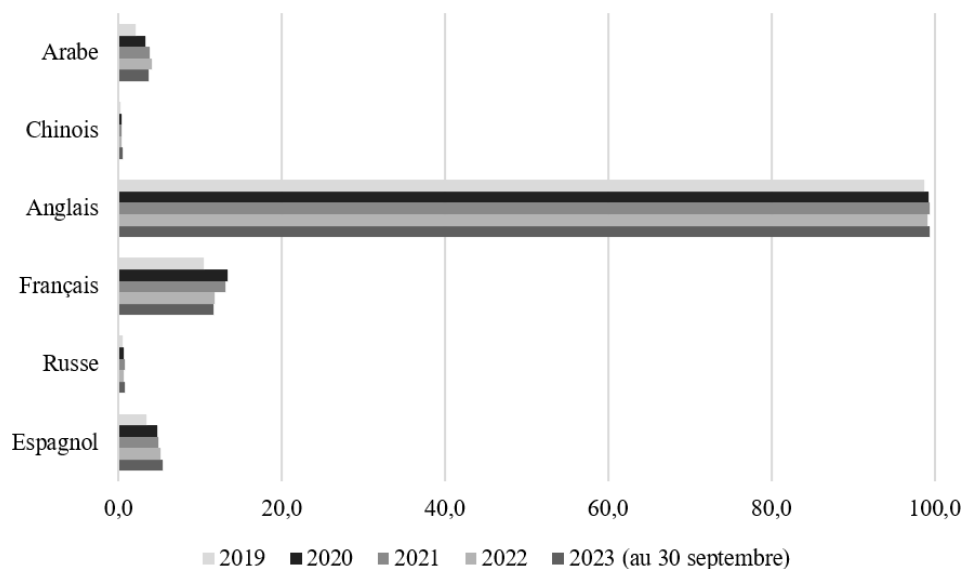
Exigences linguistiques

71. Le recrutement et le perfectionnement du personnel sont des instruments essentiels pour favoriser le développement d'un personnel multilingue adapté au XXI^e siècle. Par exemple, plus de 200 langues maternelles distinctes ont été signalées dans l'enquête sur le multilinguisme menée auprès du personnel en 2022. À la question de savoir combien de langues elles parlaient bien, plus de la moitié des personnes interrogées ont répondu « au moins trois langues », un tiers (39 %) « au moins deux langues » et uniquement 9 % « une seule langue ».

72. Les compétences linguistiques exigées dans les avis de vacance de poste demeurent un indicateur utile pour évaluer la situation du multilinguisme au Secrétariat et les progrès accomplis dans la constitution d'un personnel multilingue. Comme le montre la figure II, les disparités entre les langues de travail ou officielles persistent. L'anglais était exigé dans environ 99 % des avis de vacance de poste³⁰ publiés entre 2020 et 2023. Dans une minorité de vacances de poste seulement (2,61 % de tous les avis publiés entre 2020 et 2023, et 1,13 % en 2019), il était précisé que la connaissance de l'une ou l'autre langue (anglais ou français) était exigée. D'après les informations recueillies, la connaissance de la ou des langues officielles parlées dans les pays hôtes d'entités présentes sur le terrain n'était pas toujours exigée au moment du recrutement et les exigences variaient considérablement d'une entité à l'autre en fonction de la catégorie professionnelle. Dans plusieurs cas, cependant, les exigences linguistiques reflétaient les spécificités des lieux d'affectation : par exemple, l'espagnol était exigé pour 47 % des postes à pourvoir à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes au cours de la période susmentionnée.

³⁰ Comprend les vacances de poste, les vacances de poste temporaire, les avis de concours et les avis de stage.

Figure II
**Connaissances linguistiques exigées dans les avis de vacance de poste publiés
entre 2019 et 2023, par langue officielle**
(En pourcentage)



Source : Inspira.

Note : Les pourcentages rendent compte du nombre total d'avis de vacance de poste publiés : lorsque des compétences sont exigées dans plus d'une langue dans les avis de vacance de poste, elles sont comptabilisées au titre de chacune des langues concernées.

73. La plupart des entités du Secrétariat ont indiqué que la définition d'emploi était le critère principal retenu pour fixer les exigences linguistiques, parallèlement aux besoins de l'entité et au lieu d'affectation. Les responsables des postes à pourvoir suivent les précieuses orientations fournies par le Bureau des ressources humaines et le Département de l'appui opérationnel dans le manuel relatif au dispositif de sélection du personnel et l'instruction administrative portant la cote [ST/AI/2010/3/Rev.2](#). Des efforts ont été déployés pour faire connaître le Cadre des Nations Unies pour les langues dans plusieurs entités. L'intégration continue du Cadre dans les dispositifs de gestion des ressources humaines ainsi que les lignes directrices, décrites aux paragraphes 68 et 70, que le Bureau des ressources humaines devrait publier prochainement devraient aider davantage les responsables des postes à pourvoir à fixer les exigences linguistiques.

Évaluation des compétences linguistiques

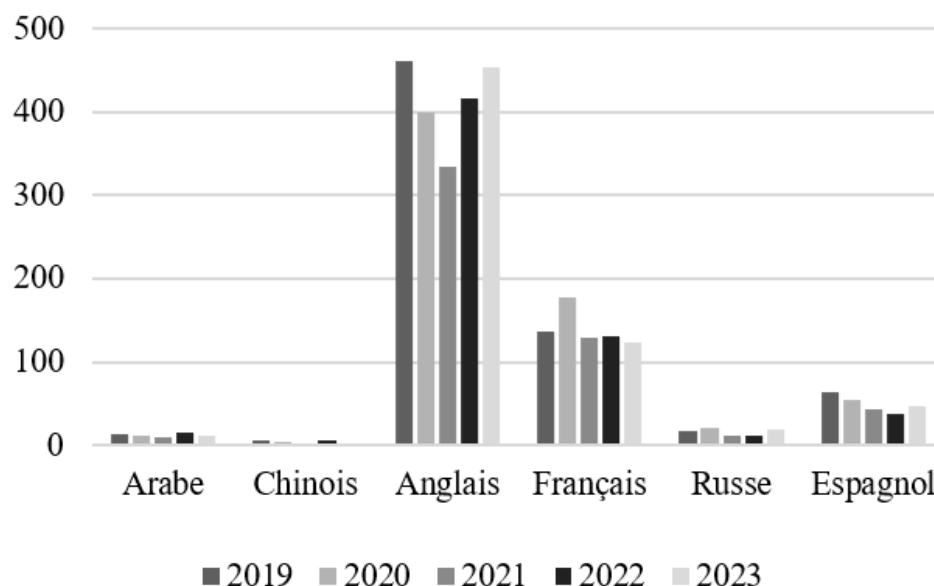
74. Les entités du Secrétariat ont continué d'utiliser diverses méthodes pour évaluer les compétences linguistiques dans le cadre de la procédure de sélection du personnel. Comme indiqué précédemment, la méthode la plus utilisée consiste à poser, lors de l'entretien axé sur les compétences, une ou plusieurs questions dans les langues demandées. À l'exception de celles dont l'anglais est la seule langue de travail, les entités ont souligné l'importance accordée à la présence, dans les jurys d'entretien, de locuteurs natifs ou de personnes qui maîtrisent la ou les langues évaluées. Quelques entités exigent également une évaluation écrite. Certaines, comme l'Office des Nations Unies à Genève et la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda, ont déclaré coopérer avec des professionnels des langues pour évaluer les compétences linguistiques.

75. Depuis la publication de la circulaire du Secrétaire général portant la cote [ST/SGB/2023/2](#), un nombre croissant d'entités ont commencé à suivre le Cadre des Nations Unies pour les langues pour évaluer les compétences linguistiques des candidats. Le Bureau des ressources humaines et le Département de l'appui opérationnel devront continuer à donner des orientations en la matière.

76. Les examens d'aptitudes linguistiques (tests internes destinés à évaluer les connaissances des fonctionnaires dans une langue officielle autre que leur langue maternelle) ont continué d'être organisés en ligne, ce qui a permis la participation d'un grand nombre de membres du personnel, y compris ceux en poste dans des régions éloignées. Malgré la suppression, en 2017, des incitations à l'étude des langues pour les administrateurs, ces examens ont conservé leur attrait parmi les membres du personnel du Secrétariat, comme le montre la figure III. Depuis 2021, tous les candidats aux examens d'aptitudes linguistiques ont accès à un cours de préparation en ligne dans les six langues officielles.

Figure III

Nombre de candidats aux examens d'aptitudes linguistiques, par langue



Source : Département de l'appui opérationnel.

Perspectives de carrière à l'ONU

77. Le multilinguisme a été intégré dans les activités de présentation des perspectives de carrière à l'ONU menées par le Bureau des ressources humaines. Lancé en 2023, le nouveau portail des carrières de l'ONU est disponible en anglais et en français ; on y trouve des vidéos présentant des membres du personnel dans les six langues officielles. Des partenariats ont été établis avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les centres d'information des Nations Unies pour faciliter la recherche de talents, notamment au moyen de campagnes d'information multilingues et locales visant à recruter de nouveaux membres du personnel.

Formation

78. La formation et le renforcement des capacités sont également importants pour ce qui est de favoriser le développement d'un personnel multilingue.

Formation sur des sujets de fond et formation obligatoire

79. Le multilinguisme a continué d'être de plus en plus intégré dans la formation sur les sujets de fond. Le Bureau des ressources humaines a veillé à ce que la plupart des cours obligatoires soient disponibles dans les six langues officielles et à ce qu'ils le soient tous en anglais et en français. En collaboration avec l'École des cadres du système des Nations Unies, le Bureau a fait en sorte que les supports et les ressources pédagogiques soient de plus en plus disponibles dans les deux langues de travail et, avec le soutien financier de l'Organisation internationale de la Francophonie, il a élaboré une boîte à outils et un guide sur les préjugés linguistiques. Des programmes supplémentaires, comme le cours portant sur l'entretien axé sur les compétences, sont désormais disponibles en français sur la plateforme d'apprentissage Blue Line. Le Département de l'appui opérationnel a lancé un cours de certification électronique en anglais et en français destiné aux responsables des postes à pourvoir. Il a également produit, avec le soutien financier de l'Organisation internationale de la Francophonie, un ensemble d'exemples d'utilisation du français oral et écrit à différents niveaux de compétence définis par l'ONU. Le portail de connaissances Knowledge Gateway, qui est la page interne d'orientation opérationnelle du Département, est disponible en anglais et en français.

80. L'ONUDC a mis au point de nombreux programmes de formation, ateliers et outils d'apprentissage en ligne dans diverses langues officielles et non officielles en tirant parti des compétences de ses effectifs ou en recourant à des services de traduction et d'interprétation financés au moyen de ressources extrabudgétaires. À la CESA, l'arabe est utilisé dans toutes les activités de renforcement des capacités et dans les supports de formation demandés par les États Membres. Publiés par le Département des opérations de paix et le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Manuel à l'intention des spécialistes de la protection de l'enfance dans les opérations de paix des Nations Unies, ainsi que les supports de formation qui l'accompagnent, ont été traduits en français, tandis que les modules de formation de base préalable au déploiement ont été traduits en espagnol et en français. Les séances de formation proposées par la CNUCED et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme se sont déroulées, dans la mesure du possible, dans les langues locales.

Formation linguistique

81. L'apprentissage des langues est essentiel au développement d'un personnel multilingue. Le Référentiel de valeurs et de comportements de l'Organisation des Nations Unies encourage le personnel à montrer son attachement à l'apprentissage des langues et au multilinguisme et à tirer parti de ses compétences linguistiques pour obtenir les résultats attendus et avoir le plus d'effets possible.

82. Compte tenu de la pandémie de COVID-19 et du Cadre des Nations Unies pour les langues, les programmes de formation linguistique du Secrétariat ont fait l'objet des changements suivants au cours de la période 2021-2023 :

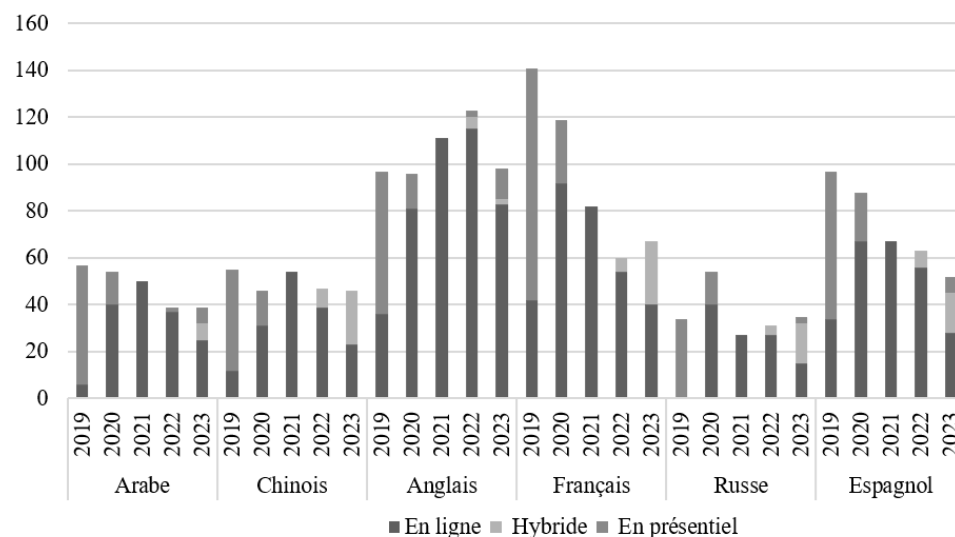
- Tous les cours proposés dans les quatre centres de conférence ont été alignés sur le Cadre des Nations Unies pour les langues.
- Le Département de l'appui opérationnel a joué un rôle moteur pour ce qui est de faire évoluer la formation aux langues et à la communication, au Siège et dans le monde, conformément aux niveaux définis dans le Cadre des

Nations Unies pour les langues. Cette formation a été assurée sous différentes formes. Les cours, dont le type et la durée ont varié en fonction des besoins et des préférences d'apprentissage, se sont tenus en ligne, selon des modalités hybrides ou en présentiel, dans le respect des lignes directrices du Siège visant à assurer un retour en toute sécurité dans les locaux. Outre les formations données dans les six langues officielles et le programme de licences d'apprentissage des langues en ligne qui a permis d'offrir des formations linguistiques aux effectifs de lieux d'affectation éloignés, le Département a proposé un catalogue de plus en plus étoffé de cours d'autoformation en ligne, accessibles toute l'année à l'ensemble du personnel. Une formation en ligne sur la rédaction à l'ONU a été mise en place afin d'améliorer les aptitudes à la communication écrite en anglais et en français. Des examens pilotes en ligne, alignés sur les niveaux définis par l'ONU, ont été mis au point en coopération avec le programme de formation linguistique de l'Office des Nations Unies à Genève. Des ressources ont été créées en vue d'harmoniser l'évaluation des compétences linguistiques au Secrétariat, notamment une formation des formateurs en ligne approfondie pour les utilisateurs du Cadre.

- Depuis la pandémie de COVID-19, plusieurs entités, comme les Offices des Nations Unies à Nairobi et à Vienne et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, ne proposent plus que des cours en ligne. Une enquête menée en 2022 dans le cadre du programme de formation linguistique de Genève a révélé une forte préférence des participants pour la formation continue en ligne par rapport aux cours en présentiel. L'offre a donc été adaptée, l'objectif étant d'améliorer les cours virtuels tout en réintroduisant des formations en présentiel. Des cours ont également été donnés dans des langues non officielles à Vienne (en allemand) et à Nairobi (en kiswahili et en portugais). La Commission économique pour l'Afrique a proposé, quant à elle, des cours d'amharique, d'anglais, d'arabe, de chinois et de français. Après avoir lancé un programme d'anglais pour le personnel recruté sur le plan national, la Mission d'appui des Nations Unies en Libye prévoit de créer un programme d'arabe pour le personnel recruté sur le plan international et les non-arabophones, tandis que le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale a mis sur pied des cours de français. À Brindisi (Italie), le Centre de services mondial de l'ONU a proposé 11 cours virtuels donnés par des instructeurs et distribué 155 licences en ligne en 2021-2022. Certaines entités ont fait état de contraintes liées aux ressources et d'autres difficultés découlant du contexte géographique dans lequel elles mènent leurs activités.

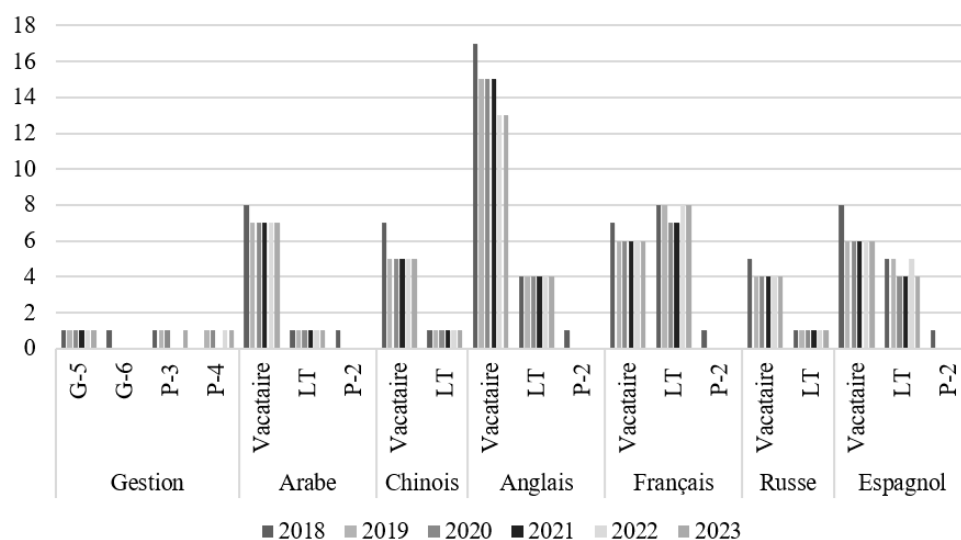
83. On trouvera aux figures IV à XI des informations statistiques sur les activités d'apprentissage des langues menées au Siège et aux Offices des Nations Unies à Genève, à Nairobi et à Vienne depuis 2019, ainsi que sur les ressources y associées.

Figure IV
Nombre d'activités de formation linguistique proposées au Siège, par langue



Source : Département de l'appui opérationnel.

Figure V
Nombre de personnes affectées à la formation linguistique au Siège, par langue et par catégorie ou grade

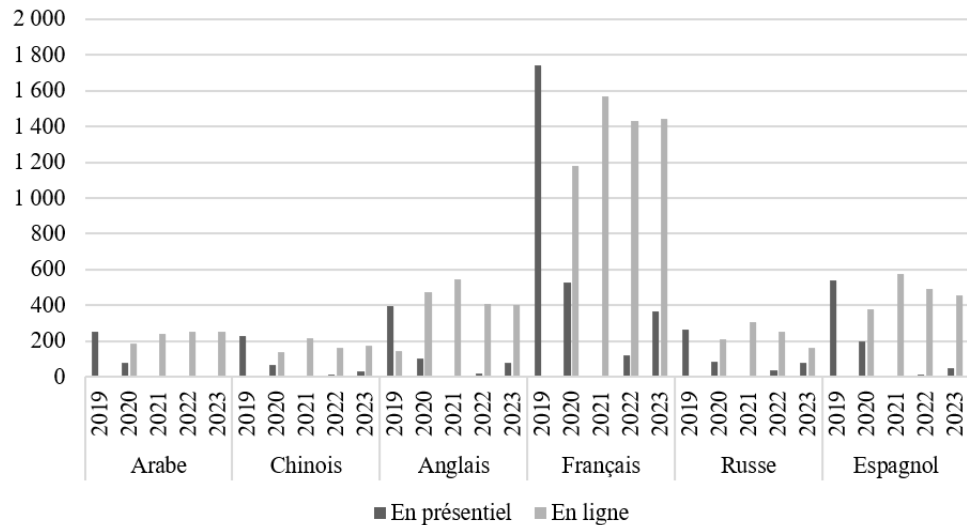


Source : Département de l'appui opérationnel.

Note : À la rubrique « Gestion », l'emploi de P-3 a été temporaire ou vacant jusqu'en juillet 2023, tandis que l'emploi de P-4 a été vacant pendant six mois en 2021 et 2022.

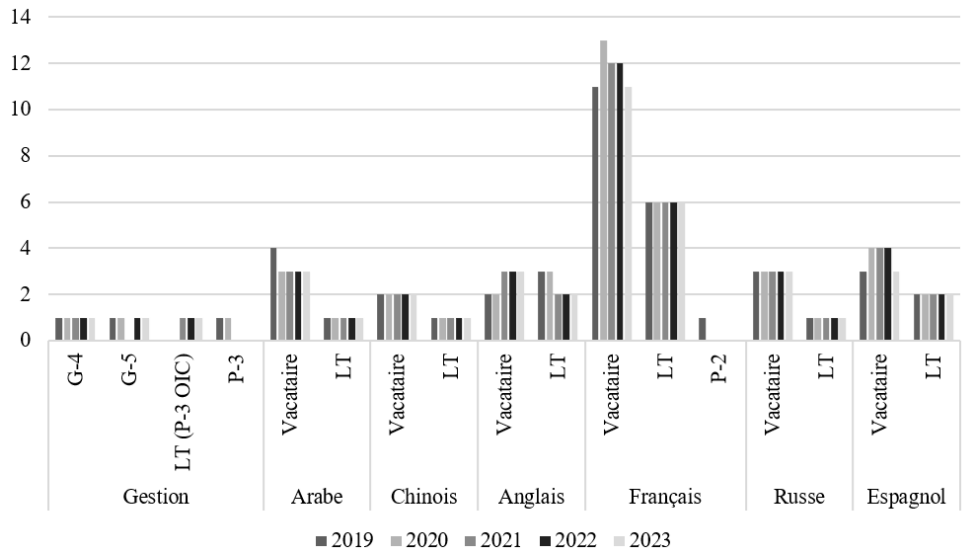
Abréviation : LT = professeur(e) de langue.

Figure VI
Nombre total de participants aux activités d'apprentissage des langues à l'Office des Nations Unies à Genève, par langue



Source : Office des Nations Unies à Genève.

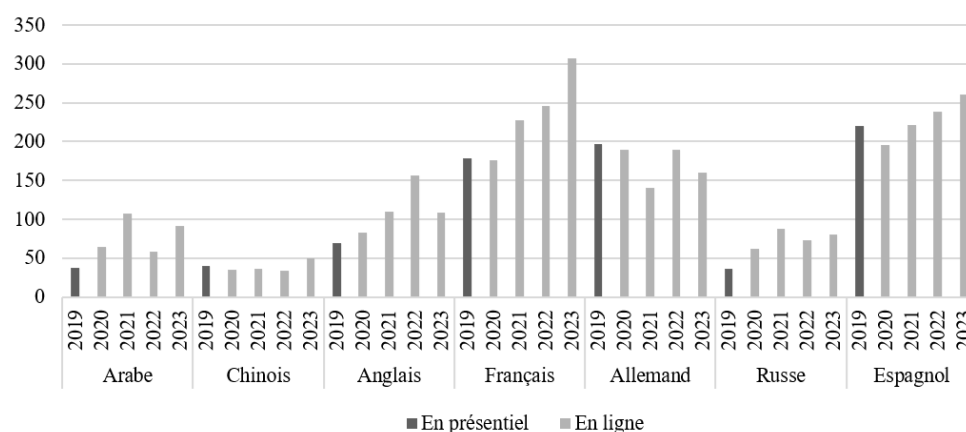
Figure VII
Nombre de membres du personnel affectés à la formation linguistique à l'Office des Nations Unies à Genève, par langue et par catégorie ou grade



Source : Office des Nations Unies à Genève.

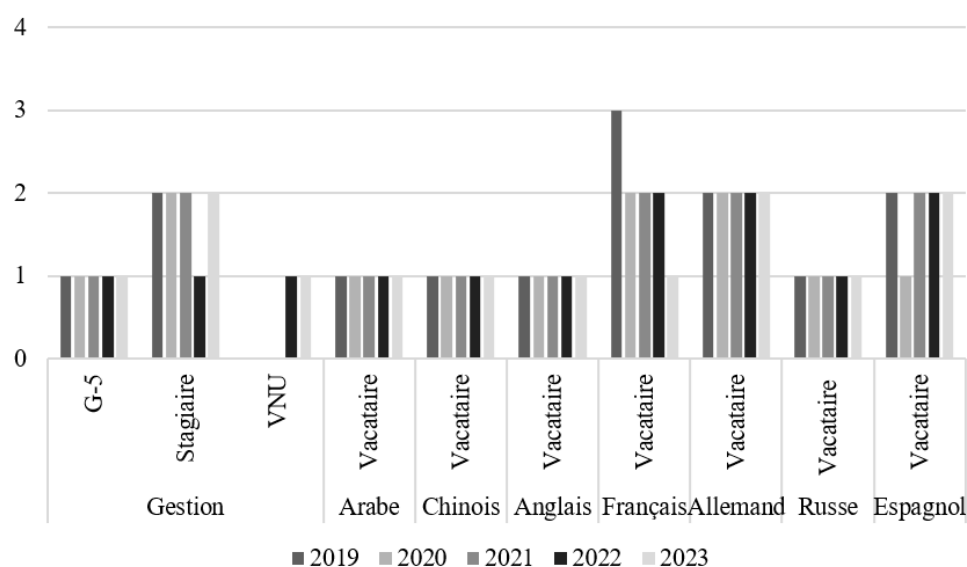
Abréviations : LT = professeur(e) de langue ; OIC = fonctionnaire responsable.

Figure VIII
Nombre total de participants aux activités d'apprentissage des langues à l'Office des Nations Unies à Vienne, par langue



Source : Office des Nations Unies à Vienne.

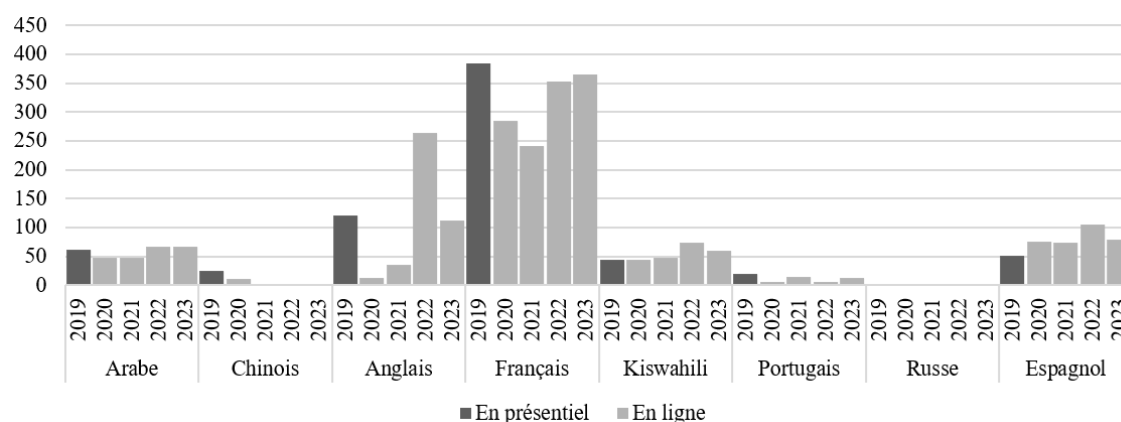
Figure IX
Nombre de membres du personnel affectés à la formation linguistique à l'Office des Nations Unies à Vienne, par langue et par catégorie ou grade



Source : Office des Nations Unies à Vienne.

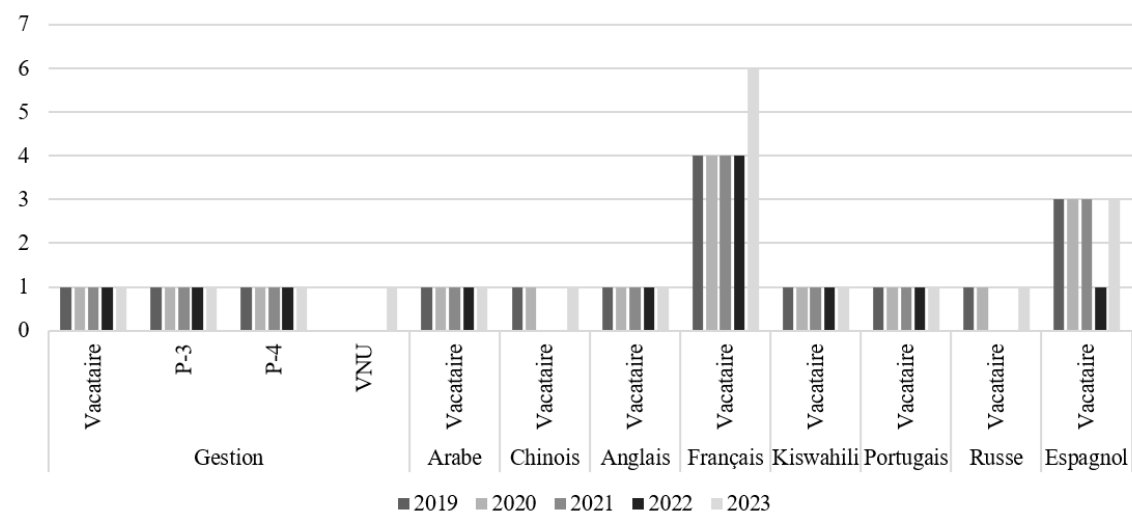
Abréviation : VNU = Volontaire des Nations Unies.

Figure X
Nombre total de participants aux activités d'apprentissage des langues à l'Office des Nations Unies à Nairobi, par langue



Source : Office des Nations Unies à Nairobi.

Figure XI
Nombre de membres du personnel affectés à la formation linguistique à l'Office des Nations Unies à Nairobi, par langue et par catégorie ou grade



Source : Office des Nations Unies à Nairobi.

Abréviation : VNU = Volontaire des Nations Unies.

4. Achats

84. Actualisé en 2020, le Manuel des achats est désormais disponible dans les six langues officielles. Le Département de l'appui opérationnel a mis à jour la Plateforme de formation en ligne aux achats, sur laquelle des cours en ligne en anglais et en français sont proposés aux professionnels des achats travaillant au Siège ou dans des lieux d'affectation hors Siège. En 2021 et 2022, 134 séminaires sur les achats ont été organisés dans les langues suivantes : allemand, anglais, chinois, espagnol, français, japonais, portugais et russe. Une fois qu'il aura été procédé aux essais nécessaires,

Ariba, le nouveau système électronique d'appel à la concurrence, sera disponible en plusieurs langues.

85. Le Bureau de la coordination des activités de développement a tenu une liste de fournisseurs locaux et encouragé les bureaux du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents à développer un contenu multilingue et à assurer une participation équitable à la procédure d'appel à la concurrence. En 2021 et 2022, la plateforme United Nations Development Business (Département de la communication globale) a publié 30 425 annonces de mise en concurrence dans les langues suivantes : anglais, arabe, espagnol, français, portugais et russe. Les groupes des achats de plusieurs entités se sont employés à traduire leurs documents dans les langues locales dans le cadre des mesures prises pour communiquer avec les fournisseurs locaux, tandis que d'autres entités ont fait état de difficultés dues à un manque de ressources.

IV. Recommandations

86. **Le Secrétariat recommande que l'Assemblée générale :**

- a) Prenne note du présent rapport ;**
 - b) Appuie l'approche proposée par le Secrétaire général dans le présent rapport en vue d'intégrer le multilinguisme, valeur fondamentale de l'Organisation, dans les activités du Secrétariat, au moyen des ressources disponibles, de façon équitable et dans le respect des mandats existants.**
-